



## MESSAGE DU PRÉSIDENT

LA DERNIÈRE ANNÉE A ÉTÉ MARQUÉE PAR LA POURSUITE DE LA CROISSANCE EXCEPTIONNELLE DU MARCHÉ ET DE LA PRODUCTION AINSI QUE PAR LES INVESTISSEMENTS SUBSTANTIELS DANS LES FERMES LAITIÈRES. CE VENT FAVORABLE A TOUTEFOIS ÉTÉ REFROIDI PAR DES REVENUS DE NOS VENTES DE LAIT QUI NE SONT PAS À LA HAUTEUR ET PAR L'INQUIÉTUDE QUE SOULÈVE LA NÉGOCIATION D'ENTENTES DE COMMERCE MONDIAL QUI, À LA LONGUE, RISQUENT D'AFFAIBLIR NOTRE MARCHÉ ET LA GESTION DE L'OFFRE.

Les 5 308 fermes laitières de la province ont profité d'une hausse de 6 % du quota en 2017, signe que la poussée de croissance enclenchée en 2014 ne s'est pas démentie. En bons entrepreneurs, les producteurs laitiers ont répondu à l'appel et livré en moyenne plus de 9 millions de litres de lait par jour aux différentes usines de transformation, une augmentation de près de 10 % comparativement à 2015!

Pour réussir cet exploit et répondre à la croissance, les producteurs ont injecté des sommes considérables, évaluées à quelque 523 millions de dollars en 2016, dans la modernisation ou l'agrandissement de leurs entreprises. Les usines ont quant à elles suivi la cadence. Or, il est clair que cette croissance très rapide continue de poser le défi de la valorisation des solides non gras. Des investissements ont été faits en ce sens en 2017 par nos partenaires et d'autres sont attendus. Ensemble, il nous faudra innover et développer des marchés rentables pour tous qui ne menaceront pas la pérennité de la gestion de l'offre.

L'année 2017 a malheureusement aussi été plombée par un prix intraquota demeuré en deçà des attentes. En effet, plus du quart des solides totaux de notre lait est maintenant vendu à des prix qui fluctuent au gré du marché mondial.

Avec la mondialisation des marchés agricoles et les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment, nous avons dû négocier l'introduction des classes spéciales au milieu des années 90 pour maintenir certains marchés, désormais ouverts à la concurrence étrangère. Il s'est agi d'un compromis essentiel au maintien de la gestion de l'offre, tout comme plus récemment, la négociation de la stratégie sur les ingrédients. La croissance fulgurante de la demande de matière grasse contribuait en effet à l'accumulation de surplus de solides non gras que nous étions réduits à vendre pour l'alimentation animale.

Sans la mise en place de cette stratégie avec nos partenaires canadiens, la situation de nos revenus aurait été pire et aurait continué de se détériorer. Cette entente, qui s'est déployée en février 2017, a minimisé les effets négatifs pour les producteurs, notamment en

valorisant ces surplus de solides non gras à meilleur prix.

Dans ce contexte, la gestion de l'offre est plus pertinente que jamais. Elle sécurise toujours la majorité de notre revenu et sert de rempart contre ce marché mondial, caractérisé par le dumping de surplus et l'indiscipline des grands pays exportateurs. En ce sens, le gouvernement doit continuer à la soutenir et à la protéger dans la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Le secteur laitier ne doit plus servir de monnaie d'échange. La conclusion du nouveau Partenariat transpacifique (PTP) en 2018, dans lequel les concessions n'ont pas été ajustées à la baisse malgré le retrait des États-Unis, fera mal aux fermes familiales d'ici. Les dommages à perpétuité de 160 millions de dollars annuellement pour les fermes laitières canadiennes auront des impacts négatifs qui s'additionneront à ceux de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne.

Nous avons réagi et maintiendrons nos pressions auprès du gouvernement pour qu'il reconnaisse ces nouvelles pertes et déclenche rapidement un plan de mesures d'atténuation qui sera équitable pour tous les producteurs, sans répéter les erreurs du programme d'investissement mis en œuvre dans la foulée de l'AECG.

Les producteurs de lait remplissent leur part du contrat social que constitue la gestion de l'offre. Ils investissent dans leurs entreprises pour offrir le meilleur produit qui soit aux consommateurs. Ils assurent une gestion saine, responsable et durable de leurs fermes. Nous avons la volonté de bien faire, de mieux faire et de le démontrer. Ce sont les objectifs de notre programme de certification proAction, dont nous avons commencé l'implantation de deux nouveaux volets en 2017 : ceux du bien-être animal et de la traçabilité.

Cette année, nous avons récolté le fruit d'années de sensibilisation aux avantages économiques de la gestion de l'offre. En plus des appuis politiques des gouvernements fédéral et provinciaux, les milieux d'affaires se sont prononcés publiquement en faveur de notre politique, les partenaires de

## MESSAGE FROM THE CHAIR

l'agroalimentaire ont signifié leur appui au Sommet sur l'alimentation du Québec et les sondages d'opinion ont donné à nouveau des taux de soutien à la gestion de l'offre de plus des trois quarts de la population. L'ensemble de la société civile reconnaît la nécessité de notre politique qui favorise une agriculture humaine et locale, la fabrication de produits de grande qualité à prix raisonnables, l'occupation dynamique du territoire et une économie régionale forte partout au pays.

Les producteurs laitiers de toutes les provinces devront rester solidaires dans ce contexte d'adaptation à un marché en évolution rapide et de pressions externes pour la déréglementation. La division menacerait plus gravement la pérennité de notre politique agricole que toutes les négociations commerciales et, à l'opposé, le renforcement de notre unité constitue sa meilleure garantie de survie à long terme.

En terminant, je tiens à souligner la contribution remarquable des administrateurs et le travail dévoué de nos employés. Je salue aussi la détermination, l'excellence et la passion des producteurs laitiers qui inspirent, innovent et dépassent leurs objectifs d'affaires.



Bruno Letendre, président

LAST YEAR WAS MARKED BY CONTINUED EXCEPTIONAL MARKET AND PRODUCTION GROWTH AS WELL AS SUBSTANTIAL INVESTMENTS IN DAIRY FARMS. HOWEVER, THIS FAVOURABLE WIND WAS HAMPERED BY LESS THAN SATISFACTORY REVENUE FROM OUR MILK SALES AND THE UNCERTAINTY RAISED BY THE NEGOTIATION OF INTERNATIONAL TRADE AGREEMENTS THAT COULD WEAKEN OUR MARKET AND SUPPLY MANAGEMENT.

The 5,308 dairy farms in the province enjoyed a 6% increase in quota in 2017, a sign that the growth spurt that began in 2014 has continued its course. Like the good entrepreneurs they are, milk producers answered the call and delivered an average of over 9 million litres of milk per day to the various processing plants, an increase of nearly 10% compared to 2015!

To pull off this feat and meet the growth, producers injected considerable sums of money, estimated at around \$523 million in 2016, into upgrading or expanding their enterprises. The plants kept up with their pace. Yet, it is clear that this very rapid growth still poses a challenge for the promotion of solids non-fat. Investments were made along these lines in 2017 by our partners and more investments are expected. Together, we will need to innovate and develop profitable markets for everyone that do not threaten the sustainability of supply management.

2017 was unfortunately also beset by a still underwhelming within-quota price. Indeed, over one-fourth of our milk's total solids is now sold at prices that fluctuate with the world market.

More specifically, the globalization of agricultural markets and the agreements of the World Trade Organization (WTO) forced us to negotiate the introduction of the special classes in the mid-1990s, so that we could maintain certain markets which are now open to foreign competition. This compromise was necessary to keep supply management, just like the more recent negotiation of the ingredient strategy. The stunning growth in butterfat demand actually contributed to the accumulation of solids non-fat surpluses that we had no choice but to sell for animal feed.

If this strategy had not been implemented with our Canadian partners, our revenue situation would have been worse and would have continued to deteriorate. This agreement, which was deployed in February 2017, minimized the negative effects for producers, particularly by promoting these solids non-fat surpluses at a better price.

In this context, supply management is more relevant than ever. It still secures most of our revenue and shields us from the world market, which is characterized by surplus dumping and undisciplined large exporting countries. These are just some of the reasons why the government must continue to support and protect it in the renegotiation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA).

The dairy sector should no longer be used as a bargaining chip. The conclusion of the new Trans-Pacific Partnership (TPP) in 2018, in which concessions were not revised downward despite the withdrawal of the United States, will be detrimental to family farms here. Not only will there be adverse effects for Canadian dairy farms in the form of ongoing annual damages of \$160 million, but our farms will incur them in addition to those from the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) with the European Union.

We have reacted and will keep pressuring the government to recognize these new losses and quickly launch a plan that includes fair mitigation measures for all producers, but does not repeat the mistakes of the investment program implemented after the CETA.

Milk producers are holding up their end of the social contract that is supply management. They invest in their enterprises to offer the best possible product to consumers. They ensure sound, responsible and sustainable management of their farms. We have the desire to do well, improve and show it. These are the objectives of our proAction certification program, which has two new modules that we began to implement in 2017: animal care and traceability.

This year, we reaped the rewards of years of awareness-raising as to the economic benefits of supply management. In addition to political support from the federal and provincial governments, the business community came out publicly in favour of our policy, agri-food partners signalled their support at the Sommet sur l'alimentation du Québec, and opinion surveys once again confirmed that three-fourths of the population supports supply management. Civil society as a whole recognizes the necessity of our policy, which fosters humane, local agriculture, high-quality products at reasonable prices, dynamic land occupancy and a strong regional economy across the country.

Milk producers in all provinces will need to continue to stand in solidarity at a time when we must adapt to a rapidly changing market and deal with outside pressure to deregulate. Standing divided would be a more serious threat to the sustainability of our agriculture policy than all trade negotiations, which is why we must strengthen our unity as the best guarantee of long-term survival.

In closing, I would like to pay tribute to the outstanding contribution of the directors and the dedicated work of our employees. I also salute the determination, excellence and passion of milk producers who inspire, innovate and surpass their business objectives.



Bruno Letendre, Chair